

Lettre ouverte aux candidats à la députation. Législatives des 10 et 17 juin.

Madame, Monsieur,

Par votre candidature aux législatives, vous vous proposez de représenter les citoyens à l'assemblée nationale. Si vous êtes élu, vous devrez, en notre nom et au travers de la loi, faire des choix déterminants pour l'avenir de notre société. La problématique des transports est un des grands thèmes que vous serez amené à traiter.

Lors du débat public sur le projet ferroviaire Bordeaux Espagne (30 août – 29 décembre 2006), la population a très largement manifestée le besoin urgent d'un transport en commun de proximité (local et régional) efficace, respectueux des riverains, économe en espace et préservant le plus possible l'environnement.

Dans les conclusions du débat public la CPDP (Commission Particulière du Débat Public, document du 31 janvier 2007¹) identifie trois scénarios :

- Le scénario « gestion capacitaire » utilisant les capacités maximales de la ligne existante pour répondre au développement ferroviaire y compris à long terme (cf. expertise complémentaire).
- Le scénario « aménagement pragmatique » qui consiste en l'aménagement progressif de la ligne actuelle en itinéraire à "haute performance". Il est décliné du scénario 1 de RFF entre Bordeaux et Dax.
- Le scénario « grande vitesse », scénario 3 de RFF est celui de la construction d'une ligne nouvelle Bordeaux-Espagne par l'Est des Landes, LGV de Bordeaux à Dax, puis ligne nouvelle « mixte » vers l'Espagne.

Nous constatons que, entre Bordeaux et Dax, deux scénarios sur trois répondent aux besoins de la population en modernisant les lignes ferroviaires du réseau classique existant. Le troisième scénario privilégiant la grande vitesse ne paraît satisfaire que le milieu économique et une partie de la classe politique régionale (cf. page 69 du compte-rendu de la CPDP).

Concernant le problème majeur du transport routier de marchandises, les différents acteurs et en particulier les opérateurs ferroviaires reconnaissent qu'il ne peut y avoir de véritable solution sans une taxation importante de celui-ci accompagnée d'une relocalisation de l'économie. Ces mesures qui ne peuvent être prises qu'au niveau national ou européen devraient entraîner une diminution sensible du trafic routier et un transfert modal du transport de marchandises avec la conséquence de préserver l'économie locale et l'environnement.

Le 8 mars le conseil d'administration de RFF (Réseau Ferré de France), ne tenant aucun compte des avis exprimés lors du débat, décide de construire au travers du massif landais une nouvelle ligne ferroviaire réservée exclusivement à la grande vitesse et au service de liaisons internationales (selon le scénario n°3 par l'Est de la Gironde et des Landes). Le lendemain 9 mars, RFF annonce qu'il y aura un tronçon commun avec la LGV Bordeaux-Toulouse. Bifurcation du côté de Captieux...

L'intérêt du citoyen semble disparaître au profit d'un prétendu intérêt supranational qui alimente une course effrénée aux infrastructures lourdes, extrêmement coûteuses et consommatrices d'espaces. Les lobbies technocrates et financiers ont manifestement plus de poids qu'une population locale méprisée et qui n'a d'autre choix que de subir.

Madame ou Monsieur le candidat,

- Approuvez-vous la façon dont a été contournée l'expression citoyenne pour imposer au final ce qui était le choix initial de RFF ?
- Qu'envisagez-vous de faire après votre élection pour réorienter ce projet dans l'intérêt des populations concernées ?

Sachez qu'une large publicité sera faite sur votre réponse ou votre absence de réponse et ce, par tous les moyens disponibles, de façon à informer nos concitoyens et à contribuer au débat de la campagne législative.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

Coordination des associations Vigilance LGV

Adresse pour la réponse: LGPE 712 Domec, 33650 Saint-Morillon

¹ <http://www.debatpublic-projetferroviaire-bordeaux-espagne.org/docs/pdf/cr-et-bilan/compte-rendu-cpdp-bat.pdf>